

À Gaza, un rond-point à la gloire du drone Ababil, fabriqué par le Hamas qui contrôle l'enclave depuis 2007.





AU POSTE-FRONTIÈRE D'EREZ, les voyageurs entrent à Gaza en suivant une série de flèches, dessinées au marqueur bleu sur des feuilles de format A4. Une main anonyme les a scotchées aux murs de multiples sas, dans cet immense hangar de verre et de métal, presque désert. Juchés au-dessus de nous, à l'étage, dans une passerelle vitrée, des soldats israéliens dominent nos allées et venues. Ils commandent les ouvertures et fermetures des portes lorsqu'un employé arabe leur révèle à grands gestes, à grands cris, une complication imprévue. En bas, les militaires sont presque absents, les caméras omniprésentes. La plupart des échanges ont lieu avec les auxiliaires palestiniens de ce « terminal ». Cela réduit les « frictions » avec quelque 17 000 Gazaouis dotés par l'armée d'un permis de passage. Ce sont des ouvriers ou des entrepreneurs, pères de famille pour la plupart, des malades en route vers les hôpitaux de Jérusalem-Est, des « privilégiés ».

Autour d'Erez s'étend le mur israélien : une vaste construction de béton et de grillages bardée de caméras et de capteurs. Il ceint la ville de Gaza et son arrière-pays. Mais de « pays » à vrai dire, il n'y a pas. Gaza n'est qu'une langue de sable étriquée au bord de la Méditerranée, d'à peine 40 kilomètres de long, de 6 à 12 kilomètres de large. Plus de 2 millions de Palestiniens y demeurent, soumis à un blocus israélien depuis 2007. C'est l'année où le mouvement islamiste Hamas a pris le contrôle de l'enclave, chassant l'Autorité palestinienne. Pour prendre la mesure de cet enclos, nous l'avons traversé à pied, du Nord au Sud, au début du mois d'octobre. Durant six jours, nous avons parcouru tôt le matin et tard l'après-midi, avec le photographe Lucien Lung et le journaliste gazaoui Hassan Jaber, cet espace où la résistance des corps et des âmes défie l'entendement.

Au débouché du mur, le périple démarre par la traversée d'un vaste terre-plein grillagé, à ciel ouvert, qui s'étend sur près de 2 kilomètres. Nous saluons des douaniers aussi cordiaux qu'inutiles, derniers vestiges de l'Autorité palestinienne, puis franchissons le point de contrôle du Hamas. En remontant au nord, un village de bois et de tôle, des champs de maïs. Une caméra du Hamas, suspendue dans un arbre, et un garde dans sa guérite nous scrutent. Nous bifurquons à l'est, sous l'œil d'un ballon d'observation israélien tout blanc, tout rond. Soudain, juste ○○○

Gaza par la bande.

Texte Louis IMBERT

Photos Lucien LUNG

LES RANDONNEURS SONT RARES DANS LA BANDE DE GAZA. POURTANT, SIX JOURS DURANT, LES JOURNALISTES LOUIS IMBERT ET LUCIEN LUNG ONT TRAVERSÉ L'ÉTROITE ENCLAVE À PIED, DU POSTE-FRONTIÈRE D'EREZ AU NORD À CELUI DE RAFAH AU SUD, SUSCITANT LA SYMPATHIE DE LA POPULATION ET LA MÉFIANCE DES AUTORITÉS. AU CONTACT D'ENTREPRENEURS DÉBROUILLARDS, D'UN ARCHÉOLOGUE DE GUERRE, D'UNE MILITANTE FÉMINISTE... ILS ONT ÉPROUVÉ L'ATMOSPHÈRE UBUESQUE DU TERRITOIRE ET MESURÉ L'ENFERMEMENT QUI ACCABLE LES GAZAOUIS.

“Gaza est un homme qui pleure et qui ne veut pas le dire. À chaque baffe que les Israéliens lui mettent, il dit ‘c’est la dernière’ et il se fait encore casser la gueule.”

Fadel Al-Utol, archéologue

○○○ derrière une courte pente, le terrain s’aplanit sur un site industriel en plein air. Ahmad Al-Kafarneh émerge d’une pyramide de graviers, la face couverte de poussière blanche. À 27 ans, Ahmad récupère les décombres causés par des bombardements qu’Israël a menés dans l’enclave en août. Il les broie et en fait des parpaings tout neufs. Ces frappes aériennes contre le Jihad islamique, petit mouvement frère du Hamas, l’ont déçu. « *Je prie pour une autre guerre, plaisante-t-il, provocateur. Celle de 2021 était mieux [onze jours de bombardements, 260 morts Palestiniens et 13 en Israël]. Celle de 2014, walla! Très bonnes affaires!* » Pour la dernière fois après l’opération terrestre de 2008-2009, l’armée israélienne avait envoyé alors chars et fantassins dans Gaza.

Ahmad n’est pas à plaindre. Il possède une cabane sous les oliviers de son père, qui dirige le plus grand clan familial des environs (2500 membres). Elle est juchée sur une courte falaise de calcaire qui fend leurs champs, à 2 kilomètres d’Erez, à l’intérieur des terres. La vue s’étend loin en Israël. Ahmad a des cousins là-bas : un ingénieur, un homme d’affaires. « *Ils sont doux et beaux, comme toi. C’est l’argent qui donne ça* », juge-t-il en époussetant ses avant-bras. Il offre des goyaves. Dans dix jours, il récoltera les olives. Dans ses bois, on le croirait à l’écart du monde. Ce n’est pas vrai : « *Les gars du Hamas passent tout le temps. Ils pourchassent ceux qui essaient de quitter Gaza. Il y a un point faible, là, dans le mur. Ils ont peur que ces évadés n’informent les Israéliens. Voilà deux semaines, ils ont attrapé un fugeur de 13 ans.* » Nous marchons jusqu’au soir sur des chemins de terre. Des paysans arrosent d’étroites parcelles de patates et d’oignons, serrées dans la zone la plus surveillée de l’enclave, qui s’étend, large de quelques centaines de mètres, entre une ligne de guérites du Hamas et le mur israélien. La bande de Gaza ne produit qu’environ 10 % de ce qu’elle mange.



Deux enfants sur une terrasse surplombant une plage de la ville de Gaza.

Page de droite, Ziad Obaid dirige depuis vingt ans un port fantôme. Ici, sur le terrain où il devait être bâti.

Posé sur une hauteur, la ville de Beit Hanoun domine cette région agricole, étriquée et bucolique. Ce soir, la famille d'Ahmad y célèbre un mariage. Au crépuscule, la noce nous embarque derrière le marié, qui tourne dans les rues, debout à travers le toit ouvert d'une voiture, auprès de sa mère, suivi par un cortège de vuvuzelas. Pas moins de 3 000 personnes l'attendent sur un terrain vague, sous des tentures multicolores. Demain, les Al-Masri, qui ont leur fief dans la rue principale du village, doivent célébrer une seconde noce, de même ampleur. Le Hamas maintient la paix entre ces deux familles rivales, qui se sont longtemps écharpées. La dernière fois, en 2004, c'était après un accident de la route entre deux jeunes de chaque clan, qui a dégénéré en bataille rangée : trois mois de combats, neuf morts, environ 300 blessés.

Deux routes traversent Gaza du Nord au Sud. L'une longe la côte. L'autre suit à l'intérieur des terres le tracé d'une antique voie romaine. Elle court, droite comme un « i » à travers un tissu de petite industrie. On y passe insensiblement de campagnes en faubourgs, en longeant Jabalia, où a éclaté la première Intifada, en 1987, puis on plonge dans la ville de Gaza. Des camions y lèvent une poussière de tous les diables. Notre petite équipée suscite la sympathie d'à peu près tout le monde sur ces routes, voire l'hilarité. Coups de klaxon. Sonnettes de vélo. Palabres. Partout, des chemins de terre serpentent dans les vergers et butent sur des barbelés, d'inextricables figuiers de barbarie ou du grillage. Chaque propriétaire borne ainsi ses terres. Gaza est une fractale de culs-de-sac. Rien n'est plus contesté que le cadastre, jamais bien établi, en ce pays de réfugiés, où le droit foncier ottoman et celui du mandat britannique (1922-1948) s'appliquent encore.

LA ville de Gaza a poussé sous l'essor de près de 200 000 Palestiniens, contraints, à la naissance de l'État d'Israël, à chercher refuge ici en 1948 durant la *Nakba*, la « catastrophe ». La croissance urbaine a modifié les courants sur la côte : aux pieds du camp de réfugiés de Shati, ils ont emporté la plage. Sur une pente de pierres et de béton, des pêcheurs nettoient de petits crabes d'automne au vent bleu. Dans leur dos, le jour filtre à peine à travers des ruelles si serrées qu'il est malaisé d'en sortir un cercueil. En dehors de Shati, Gaza ne manque pas de charme. Le plan de ses quartiers neufs est régulier, le vent de la mer balaie leurs trottoirs, larges et ombragés par des eucalyptus, des palmiers, des flamboyants, des bosquets *majnoun*, « fous ». On croise sur les boulevards bondés du centre des jeunes filles dévoilées, des conductrices en pagaille. La police des mœurs du Hamas a d'autres chats à fouetter. Dans une rue calme du centre, nous passons devant le café Mazazik et l'étal de jouets d'Al-Alami (bouées et mitraillettes en plastique) et retrouvons notre guide du jour, Ziad Obaid.

Le directeur général du port de Gaza est un randonneur. Chaque matin, à l'aube, il marche seul en bordure de la ville. Son épouse, malade d'un cancer, a cessé de l'accompagner. Ziad Obaid est depuis vingt ans le directeur d'un port qui n'existe pas, sinon dans ses rêves. Ses quais figurent comme une promesse dans le premier accord de paix d'Oslo, en 1993, mais ils n'ont jamais été construits. Un chantier s'est lancé à l'hiver 1999, vite interrompu par la seconde Intifada (2000-2005). « *Lorsque j'ai vu les hélicoptères Apache israéliens bombarder le quartier général de la police à Gaza, je me suis dit que les problèmes allaient durer.* » Ziad nous emmène à 3 kilomètres au sud de la ville, sur un lopin de terre en bord de mer, où la digue de son port aurait dû s'arrimer. Des paysans y plantent des poivrons. « *Je me demande qui leur a donné l'autorisation. C'est une terre d'État, s'étonne Ziad. Après la guerre de 2014, nous avons cessé de négocier la construction avec Israël. Plus personne n'y croit.* » Cette année-là, le père de Ziad est mort. « *Ma femme m'encourage encore : elle dit "Tu le trouveras, ton port, il faut garder espoir..." Mais même rêver de ce rêve devient douloureux.* »

L'Autorité palestinienne a dépêché Ziad dans d'innombrables sommets en Europe, pour faire valoir son existence : programme Euromed, « Autoroutes de la mer »... Il a vu les quais de Marseille, Toulon, Gênes, Naples, Barcelone, Hambourg, d'Athènes, et ceux d'Istanbul, de Dubaï et d'Oman. « *Maintenant, l'Autorité envisage de nous mettre à la retraite, craint Ziad, employé du ministère des transports. Nous, les 20 000 fonctionnaires qui demeurons à Gaza* », où le Hamas fait la loi. Fin septembre, il a ri jaune lorsque les islamistes ont célébré l'ouverture d'un « corridor maritime », sur le petit port de pêcheurs de la ville : une prétendue ouverture vers le monde extérieur. « *Ça ne veut rien dire, soupire-t-il. Un corridor pour aller où ? Avec quoi ? C'est une mauvaise blague qu'ils font aux gens simples qui n'y comprennent rien.* »

Dans les terres s'étire une route transversale, d'Est en Ouest, qui fut longtemps réservée aux Israéliens de la colonie de Netzarim. Elle a été démantelée par l'armée en 2005, comme toutes les implantations de Gaza. De hauts bâtiments



administratifs, un tribunal, une université, un hôpital, construits grâce à des aides de la Turquie ou du Qatar, se dressent, depuis, dans un vaste espace indéterminé : des champs, du bâti résidentiel et des terrains vagues. Sous les murs d'un camp d'entraînement militaire, deux agents du renseignement du Hamas garent soudain leur pick-up à nos côtés. Pantalons mous de jogging, tatanes, visage austère pour l'un, tout sourire pour l'autre. Les randonneurs sont rares, à Gaza. Partout, notre passage étonne, puis suscite le soupçon, donc le contrôle. Une heure plus tôt, nous avons déjà attendu une demi-heure le droit de passer un point de contrôle routier. L'occasion de deviser avec trois membres des brigades Al-Qassam, la branche armée du Hamas, sur les mérites respectifs de nos chaussures – toutes de fabrication chinoise. Ils se plaignent : ils paient de leur poche leur uniforme. Un militaire rejoint bientôt nos deux membres du renseignement. Puis c'est leur chef qui accourt. Enfin, trois officiers en civil du Hamas arrêtent leur SUV près de nous. Un bourdonnement nous fait lever les yeux au ciel : la croix blanche d'un drone d'observation israélien stationne à notre verticale. Ils sont omniprésents. L'armée israélienne comptabilise en temps « normal » quatre mille heures de vol chaque mois au-dessus de Gaza : l'équivalent de cinq engins en vol permanent. Un pet de poudre, long et sourd, se fait alors entendre derrière l'enceinte du camp militaire. Un nuage de fumée grisâtre s'élève. C'est une roquette qui vient de décoller vers la Méditerranée. Le Hamas teste ses pas de tir. Nos interrogateurs sourient. Ils font mine de n'avoir rien entendu et nous souhaitent une bonne balade.

Au troisième jour, nous avons déjà parcouru près de la moitié de Gaza, du Nord au Sud, en zigzaguant. À l'aube, nous gagnons un plateau de sable ombragé qui domine l'unique rivière de Gaza, près du mur israélien. Les joncs prolifèrent entre les bicoques de Bédouins. Fadel Al-Utol offre le café. La veille, cet archéologue en chapeau de paille a ouvert ici un chantier de fouilles. Il creuse autour de mosaïques byzantines, qui viennent d'être mises au jour dans cette zone misérable et reculée, préservée de la pression immobilière. Au fond de deux vastes trous luisent des entrelacs géométriques et des médaillons figurant des oiseaux – un canard, des échassiers –, une chèvre et d'autres ongulés, de gros félins. « *C'est étrange, ne cesse de répéter Fadel, le pavement est orienté vers l'est : c'est le sens de lecture d'une église.* » Ce pourrait être aussi une villa. De telles trouvailles ne sont pas rares à Gaza, mais celle-ci est exceptionnelle. Fadel la date entre le V^e et le VII^e siècle. ○○○



○○ Le propriétaire du terrain, Salman Al-Nabahin, frotte les tessons à l'aide d'une éponge humide pour nous faire apprécier le dégradé des couleurs et la finesse du dessin. Il a fiché trois drapeaux palestiniens autour du chantier, pour faire solennel. Ce policier à la retraite a fait sa découverte il y a six mois, en plantant un olivier avec son fils. À 42 ans, Fadel vit « *comme un poisson dans la mer* » au creux des vieilles pierres. Parfois, il lève la tête et constate que « *Gaza est un homme qui pleure et qui ne veut pas le dire. À chaque baffe que les Israéliens lui mettent, il dit que "c'est la dernière" et il se fait encore casser la gueule.* » Il enseigne aux écoliers que leur terre n'a pas toujours été un douloureux cul-de-sac, mais le débouché des routes d'Arabie et de l'Extrême-Orient, qui atteignaient ici le monde méditerranéen.

Son chantier école, c'est le monastère de Saint-Hilarion. Le plus ancien de Terre sainte. Il ne se compare, par la taille, qu'à celui de Saint-Siméon, dans le nord de la Syrie. Hilarion l'a fondé, avec ses disciples, au IV^e siècle à 1 kilomètre au sud de la rivière. Fadel est un archéologue de guerre, comme il y a des médecins du front. Il forme depuis 2018 une équipe de spécialistes gazaouis, sous le patronage de l'École biblique de Jérusalem, avec des fonds levés par l'organisation française Première Urgence. Ensemble, ils ont restauré autour de la sépulture d'Hilarion les mosaïques éclatantes d'une église, plusieurs baptistères et chapelles, une hôtellerie et des bains, où des voyageurs de toutes confessions se lavaient de la poussière des routes jusqu'au IX^e siècle.

Fadel est né dans le camp de réfugiés de Shati. À 14 ans, il a demandé timidement du travail au frère dominicain Jean-Baptiste Humbert. Archéologue, ce dernier menait des fouilles presque sous les fenêtres de Fadel, sur le port antique d'Anthédon. Il lui a confié une éponge, puis une pioche. « *J'avais à peine été à l'école pendant la première Intifada. Gaza devenait un paradis, se souvient Fadel. Yasser Arafat venait de revenir d'exil* » pour faire naître à Gaza l'Autorité palestinienne, en 1994. « *Avec lui, plein d'étrangers sont arrivés et des Palestiniens d'Israël. C'était Pigalle, ici!* » Fadel s'est formé au Louvre et à Saint-Denis, à Arles, à Châtel-sur-Moselle pour la taille de pierre, à Épinal, à Nancy, à Genève. Depuis près de dix ans, un dieu ○○○



Une station
d'essence dans
la ville de Gaza.

À gauche,
Fadel Al-Utol,
archéologue
gazaoui formé
au Louvre,
le 4 octobre.



○○ grec occupe son esprit, nuit et jour : l'Apollon de Gaza. Cette statue de bronze antique, à taille humaine, merveilleusement préservée, a été découverte dans l'enclave en 2013 par une famille de pêcheurs. C'est un trésor pour l'histoire de l'art, comparable aux pièces des grands musées européens. Le Hamas a mis la main dessus. Il le tient au secret, peut-être dans l'un des tunnels où ses officiers se cachent. « *Ils croient que les Israéliens le cherchent* », estime Fadel. L'an dernier, l'archéologue est parvenu à rencontrer un haut officier du Hamas. « *Ils savent que j'ai des contacts au Louvre. Ils voulaient vendre l'Apollon 50 millions de dollars aux Français, ou bien le leur louer. L'officier m'a dit : "Tu me donnes l'argent et je t'emmène au point de contrôle d'Erez avec lui."* »

Cet officier affirme à Fadel que l'Apollon est brisé sur plusieurs de ses parties les plus fragiles – les genoux, les bras, la jointure des pieds et le cou. Il aurait subi un bombardement israélien. « *J'ai répondu au militaire : "Même à 2 shekels [50 centimes d'euros], je le prends pas. C'est pour Gaza! C'est interdit de le vendre."* » Fadel sait que, à l'air libre, l'Apollon se corrode. « *On va le retrouver en poudre.* » Tout cela, il l'a expliqué patiemment à l'officier du Hamas, avant de lui faire cette proposition : « *Tu me le donnes, je l'étudie, je passe Erez avec lui et je t'amène aux Français pour qu'ils le restaurent. Moi, je règle tout, je fais les papiers et toi, tu regardes. Quand c'est fini, on le présente au musée archéologique de Gaza... Le gars m'a regardé bizarre. Si tu ne parles pas d'argent, il ne comprend pas.* »

À deux pas de son nouveau chantier, Fadel Al-Utol nous a accompagnés vers les rives du Wadi Gaza. La rivière bouillonne, noire, large de 5 mètres environ et peu profonde, sous une pente raide où des ordures dégringolent jusqu'aux rives herbeuses. Au-delà de cette crête se dresse la tour d'une station d'épuration flambant neuve, inaugurée en décembre 2020. C'est elle qui a rendu vie à la rivière en y déversant ses eaux traitées. Voilà deux ans, le Wadi Gaza ne coulait que l'hiver, lorsqu'Israël ouvrait ses barrages en amont. Les berges ont été renforcées. Au soleil, l'eau passe par toutes les nuances de l'orange. Son odeur d'égout se laisse oublier, mais elle vous remonte à la gorge plus loin, là où une usine ou des habitations recrachent leurs eaux usées.

En passant sous le pont de la route Saladin, la vallée s'élargit. En juin, des bulldozers ont nettoyé ici une ancienne décharge. Sur ce terre-plein, où la rivière disparaît sous une masse impénétrable d'épineux, la famille Tatah a célébré le mariage de son fils cadet, Youssef. « *J'avais obtenu une bourse pour étudier en Allemagne, souffle-t-il. Mais mon père a voulu me garder près de lui.* » À midi, leur voisin Ahmad Abu Naïm, s'active au bord de l'eau, dans la

poussière. Ses bras, son visage, sont noircis d'une épaisse couche de graisse. Ahmad est un industriel. Il récupère de vieux plastiques. Il les fait fondre dans d'immenses cuves posées à l'air libre, à même la terre. Il fait passer cela de l'état gazeux à l'état liquide dans une sorte d'alambic. Il en coule du gasoil, qui ne convient qu'aux engins agricoles, et de l'essence pour de résistantes guimbardes. C'est un métier tout neuf et lucratif que le sien. Les concurrents prolifèrent. L'essence est chère à la pompe, l'inventivité des Gazaouis sans limite. Aujourd'hui, Ahmad tâche d'équiper les cheminées de son installation d'une sorte de gros ventilateur. « *Pas de fumée, pas d'odeur!* », affirme-t-il, contre toute évidence. En pétrolier qui se respecte, il se cherche un label « vert », écologique. Il doit convaincre un comité, formé par les cinq mairies se partageant le cours de la rivière, que son entreprise n'est pas polluante. C'est que d'autres esprits inventifs ont convaincu le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de lever 67 millions d'euros afin de créer une réserve naturelle dans le Wadi Gaza.

Mais qui se chargera de déloger les militaires? Comme tout espace prétendu « vide » dans l'enclave, le wadi est leur terrain de jeu. À l'est, les guérites de militaires pullulent près du mur israélien. À l'ouest de la route Saladin, des camps d'entraînement étendent partout leurs murs, dans le lit du wadi et sur sa crête. Pour traverser ces zones sensibles, omniprésentes à Gaza, nous avons fini par trouver une parade. Hassan Jaber, notre collaborateur gazaoui, nous suit au volant d'une voiture-balai. Dès que s'annonce un point de contrôle, nous montons à bord. Nous passons assis à l'arrière, incognito. Nous arrêtons la voiture plus loin et poursuivons à pied. Pas question d'abandonner Hassan et la Mercedes jaune antédiluvienne. Marchant seuls ici, sans guide, on nous prendrait assurément pour des espions israéliens.

PEU de gens marchent à Gaza pour leur plaisir. Il existe pourtant en Cisjordanie une tradition palestinienne de la randonnée, dite *sarha*. C'est l'art, pour un peuple montagnard, d'envoyer paître le monde et de se perdre sans but à travers les collines. Mais, à Gaza, la flânerie est une activité immobile : elle se pratique de préférence assis et face à la mer. À 5 kilomètres au sud de l'embouchure du Wadi Gaza, dans les faubourgs de Deir El-Balah, nos pas nous mènent sur le plus beau point de vue de l'enclave. Un promontoire juché quelques dizaines de mètres au-dessus de la plage. Ce matin déjà brûlant, des poubelles incendiées dans la nuit fument encore. Des jeunes du clan Al-Agra se tiennent des deux côtés de la route, à l'ombre, menaçants. La veille, les policiers du Hamas ont abattu deux membres de cette famille, Kamal et Nasser. Trafiquant de drogue, selon le Hamas, Kamal avait tiré en août sur un policier, qui a perdu un œil. On bifurque prudemment pour l'intérieur des terres, dans le centre de Deir El-Balah. Les miliciens du Jihad islamique y paradent sur des tapis de fleurs, à la veille de leur trente-cinquième anniversaire. Au bout d'une dizaine de kilomètres, s'ouvre la grande ville du Sud, Khan Younès, que les Gazaouis surnommaient à la fin des années 1980 « la République islamique ». Ses clans, propriétaires agricoles, y demeurent puissants. Sur la place centrale, un mendiant nous a désignés à pleins poumons comme « *juifs* ».

Le lendemain, nous parcourons nos derniers kilomètres sur la route côtière. En bord de plage, de hauts filets cueillent des oiseaux épuisés, migrants d'Europe, qui ne toucheront pas la Terre sainte. Mohammed Zohrab, 23 ans, maître-nageur sauveteur en uniforme rouge, très *Alerte à Malibu*, employé par la mairie locale, saute de sa guérite pour nous montrer trois caillès. « *Ce sont des femelles : regarde leur gorge blanche.* » Grosses comme le poing, elles s'agitent dans une cage. « *On en prend trois ou cinq tous les jours depuis un mois*, dit son cousin, Hani, chômeur comme plus de 60 % de la jeunesse à Gaza. *Je les vends pour 25 shekels [7 euros] la paire au marché. C'est mon seul revenu. On les mange façon poulet, grillées ou farcies au riz et aux épices.* »

Six kilomètres plus loin, deux tours d'observation militaires se dessinent sur l'horizon : l'une palestinienne, l'autre égyptienne, si proches que l'on pourrait étendre du linge entre elles. Ici s'étire Rafah, cité bâtie contre la frontière. Son marché est en effervescence. C'est jour de paie et d'emplettes. Devant les banques, une foule de pauvres gens se presse. Ils touchent des aides, que l'Autorité palestinienne distribue pour la première fois depuis près de deux ans. Rafah est un mur. Une masse de réfugiés y a buté en 1948. « *Nous venons de partout en Palestine : cela a formé à Rafah un embryon de société civile* », relève Samira Abdel Alim, coordinatrice dans Gaza de l'Union des comités des femmes palestiniennes. Israël a récemment classé son organisation féministe comme « terroriste » et la réprime, sans convaincre ses bailleurs européens. Samira est une enfant de la frontière. « *J'avais 8 ans lorsque des*



Au sud de Gaza, la côte offre une succession de plages surveillées par des maîtres-nageurs.

Page de gauche, le Wadi Gaza, seule rivière du territoire, que les Nations unies souhaitent transformer en réserve naturelle.



soldats israéliens ont détruit notre maison au bulldozer, en 1981, pour dégager une zone tampon militarisée dans le sud de Rafah », se souvient-elle, après leur retrait du Sinaï égyptien voisin, qu'ils occupaient depuis 1967. « Nous vivions à 2 mètres de la nouvelle frontière. Ma mère a refusé de partir lorsque les Israéliens ont voulu détruire notre maison. Les soldats ont muré les fenêtres. Puis ils se sont installés à l'intérieur. Ma mère n'a renoncé que lorsqu'ils ont commencé à arrêter des voisins. Mais elle a refusé l'argent qu'ils offraient en compensation. »

Samira n'a pas connu son père. Sa mère fut une « gauchiste » en vue à Rafah. « Laïque et fumeuse de cigarettes, elle aidait les combattants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) », issu du nationalisme arabe et du marxisme. Comme elle, Samira se dit marxiste-léniniste. Qu'elle soit religieuse et porte le voile ne change rien à l'affaire. « La religion est pour Dieu et la mère patrie pour tous », tranche-t-elle. Longtemps, elle a été élue au conseil politique pour Gaza du FPLP, considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne. Dès les années 1990, elle a rivalisé en son sein avec les activistes du Hamas pour gagner le cœur des pauvres de Rafah – qui fut longtemps l'un des bourgs les plus miséreux dans Gaza. Cela a changé au tournant des années 2010. Des tunnels clandestins creusés sous la frontière égyptienne ont enrichi une bourgeoisie locale, à force de trafics en tout genre. À deux pas de chez Samira, au beau milieu de Rafah, on trouve le poste-frontière vers l'Égypte. Tout au bout de la route Saladin, c'est l'unique porte – chère et difficile – vers le vaste monde dont disposent les Gazaouis qui ne peuvent passer en Israël. L'antique voie romaine y file droit au milieu de rien, à travers le désert du Sinaï. Mais, cet après-midi, ce « terminal » est fermé. Le vent soulève des paquets de sable sous sa vieille arche d'aluminium. (M)

Ahmad est un industriel. Il récupère de vieux plastiques. Il les fait fondre dans d'immenses cuves. Il fait passer cela de l'état gazeux à l'état liquide dans une sorte d'alambic. Il en coule du gasoil, qui ne convient qu'aux engins agricoles, et de l'essence pour de résistantes guimbardes. L'inventivité des Gazaouis est sans limite. En pétrolier qui se respecte, il se cherche un label "vert".

ISRAËL-PALESTINE

L'enfer des voyageurs à la porte égyptienne de Gaza

Le terminal de Rafah est la voie principale de sortie de l'enclave palestinienne sous blocus. C'est aussi un calvaire : vexations, extorsions et drames s'y multiplient

REPORTAGE

RAFAH (BANDE DE GAZA) - envoyé spécial

Ce matin d'été, des centaines de Palestiniens se serrent sous un auvent au poste-frontière de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Égypte. La lumière du soleil filtre à travers des trous de rouille dans la tôle. Hommes et femmes agitent vainement des éventails. Des vieux, des malades s'allongent sur leurs gros bagages. Les familles ont noué des rubans de couleur aux poignées des valises, pour les reconnaître dans la cohue. Elles patientent aux douanes. Devant elles, une route file à travers le désert du Sinaï, en Égypte. Des vacances les attendent à Charm El-Cheikh, ou bien un médecin dans un hôpital du Caire, un travail quelque part à l'étranger ou leur famille émigrée. Mais pour atteindre l'un ou l'autre, il leur faut traverser un petit enfer dont seul Gaza a le secret.

La route vers Le Caire pourrait prendre six heures. En réalité, le voyage dure au mieux un jour, parfois cinq. Cela dépend du bon vouloir des militaires égyptiens. Les Gazaouis échangent de terribles histoires sur ce passage : humiliations, attente sous le soleil des jours entiers, sans accès à des latrines, extorsions. Le trajet coûte au minimum une centaine d'euros. Certains paient plus de un millier d'euros pour un « service VIP », fourni par une entreprise liée au renseignement militaire égyptien. « C'est le prix d'un voyage dans la dignité, dit en soupirant un notable qui nous implore de ne pas citer son nom. Si j'attends sur la liste noire de l'ar-

mée égyptienne, je suis fichu : personne ne pourra m'en sortir. »

De ces abus, le Hamas, mouvement islamiste au pouvoir à Gaza, ne dit mot, pas plus que les journaux locaux. Sur les réseaux sociaux, des voyageurs excédés s'autorisent de vagues allusions. Rafah est un tabou. Mis à part quelques milliers d'entre eux pouvant accéder à Israël, les Gazaouis ne disposent pas d'autre porte ouverte sur le monde. Ils sont environ 700 à la traverser chaque jour, cet été. Même durant les bombardements menés ces derniers jours par Israël contre le Jihad islamique, Rafah est demeurée ouverte. Ces voyageurs ne représentent qu'une goutte d'eau, parmi 2 millions de personnes tenues par Israël sous blocus, en bonne intelligence avec l'Égypte, depuis que le Hamas a pris le contrôle de l'enclave, en 2007.

PAYER SEPT FOIS LE VISA

Mohammed Arafah, lui, s'exprime sans crainte. Son fils est mort à Rafah, le 6 mars. Ammar avait 16 ans. Il souffrait depuis sa naissance d'une insuffisance rénale. L'Autorité palestinienne avait accepté de verser 80 000 euros pour une transplantation, au Caire. Ce n'était pas assez, mais ils feraient avec. Le chef du Hamas, à Gaza, Yahya Sinouar, avait obtenu lui-même, pour la famille, des permis de passage auprès des autorités égyptiennes. « Il rendait visite à son père, alité à côté d'Ammar, à l'hôpital Al-Shifa de Gaza », dit M. Arafah.

Au poste-frontière, les douaniers du Hamas aident son épouse et leur fils aîné à porter leurs bagages. Les Égyptiens, eux, les fouillent à trois reprises. Puis ils les guident



LA ROUTE VERS LE CAIRE POURRAIT PRENDRE SIX HEURES. EN RÉALITÉ, LE VOYAGE DURE AU MIEUX UN JOUR, PARFOIS CINQ

dans un hall, laissant Ammar seul dans une ambulance, « sans même [les] laisser ouvrir une fenêtre pour lui donner de l'air », précise M. Arafah. Un officier égyptien affirme que le donneur doit voyager avec eux pour qu'ils puissent passer. On leur fait payer sept fois les visas, 35 euros pièce : vingt-huit visas pour quatre personnes. Puis ils patientent six heures, jusqu'à ce qu'un membre du renseignement reçoive le père. « Je me suis énervé. Je lui ai dit que mon fils était en train de mourir seul et sans eau dans cette ambulance, au soleil », reconnaît M. Arafah. Nouveau délai. Vers 21 heures, « un infirmier [lui] a demandé 6 500 livres [environ 332 euros] pour [les] amener à l'hôpital d'Al-Arich, à

40 kilomètres de la frontière. J'ai payé ». Premier arrivé à la frontière à l'aube, M. Arafah est le dernier à la franchir au soir tombé. « Avec les poubelles », dit-il.

Son fils est alors transféré dans l'ambulance égyptienne, pour traverser le terminal. « Je lui ai téléphoné peu avant. Il m'a dit qu'il allait bien. Puis quand j'ai ouvert la portière, il m'a appelé "papa", il a tenté de dire quelque chose et il est mort. » M. Arafah pense que son fils a eu besoin d'oxygène, et que le chauffeur égyptien n'était pas qualifié pour lui en donner. « C'était juste un chauffeur. Avant de le transporter, il avait proposé à l'ambulance palestinien de se liguer avec lui pour nous faire payer un nouveau bakchich. » Vers

Le Caire, parrain incontournable de l'enclave, faute d'autre solution

L'influence égyptienne s'exerce à divers niveaux, depuis le secteur de la construction jusqu'aux négociations de paix en coulisse

GAZA - envoyés spéciaux

Lorsque les bombes israéliennes et les roquettes palestiniennes déchirent le ciel de Gaza, le monde a les yeux rivés vers Le Caire. Ce week-end encore, après qu'Israël a attaqué l'enclave palestinienne, vendredi 5 août, dans une opération contre le Jihad islamique, les Égyptiens étaient là, en coulisse, à mener des discussions « jour et nuit pour éviter que la situation ne devienne hors de contrôle » dans l'enclave, a fait savoir le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi. Leurs efforts ont payé : dimanche soir, après un peu plus de deux jours d'une violente confrontation qui a fait 46 morts côté palestinien, les armes se sont tuées. Tous ont alors félicité le parrain égyptien.

Etat fort de la région, lié géographiquement mais aussi historiquement avec l'enclave qu'il a occupée entre 1948 et 1967, Le Caire

est aujourd'hui le médiateur officiel à Gaza : il est l'un des rares acteurs, avec le Qatar et à l'occasion le coordinateur des Nations unies en Terre sainte, à parler à tout le monde. Avec Israël, il a signé un accord de paix et coopère dans le domaine sécuritaire, comme dans la gestion du blocus de Gaza, en place depuis 2007. Il a renoué avec le Hamas en 2017, après l'élection à la tête du mouvement dans l'enclave de Yahya Sinouar, meneur à poigne peu regardant sur la répression de ses alliés Frères musulmans par les militaires égyptiens. Il discute avec les autres factions palestiniennes. Il est là où Américains et Européens ont disparu, refusant de coopérer avec le Hamas, classé organisation terroriste. « Gaza sert l'Égypte dans sa relation avec les États-Unis, qui ont besoin d'un concierge ici », note Bassem Naïm, un cadre du Hamas.

L'Égypte considère le dossier gazaoui comme essentiel à sa sé-

curité. Elle est intervenue plusieurs fois, ces derniers mois, pour tenter d'apaiser les tensions entre Israël et les factions palestiniennes. Depuis la guerre de mai 2021, des officiers du renseignement militaire égyptien ont même pris leurs quartiers permanents à l'hôtel Al-Mashtal, sur le front de mer, pour la première fois depuis le début du blocus israélien, en 2007.

Ces hommes cultivent des réseaux parmi les notabilités locales, qui se pressent auprès d'eux. « L'Égypte a longtemps considéré Gaza comme un ennemi, mais Gaza ne peut se réduire à un parti [le Hamas] », rappelle Aakif Al-Masri, figure proche du Caire parmi les chefs de clans traditionnels. Ils supervisent les échanges au poste-frontière de Rafah, rouvert depuis 2017. Ces derniers mois, ils permettent enfin au Qatar de payer une part des salaires des fonctionnaires du Hamas. L'argent (10 millions d'euros men-

suels) finance des livraisons de carburant, via l'Égypte, que le Hamas revend à Gaza. Cela permet au gouvernement israélien de sauver la face. Il ne pouvait plus se permettre de laisser l'envoyé spécial du Qatar amener physiquement des valises de cash chaque mois, comme ce fut le cas entre 2018 et 2021. Au grand déplaisir du président palestinien, Mahmoud Abbas, c'est encore Le Caire qui a facilité le retour à Gaza, l'an dernier, de proches de Mohammed Dahlan, ancien chef du Fatah dans l'enclave, exilé à Abou Dhabi. Ils acheminent des aides émiraties.

Un événement en soi

L'Égypte est un parrain difficile. Mais Gaza n'a pas grand choix. Le Caire tient l'enclave la tête hors de l'eau depuis 2017, s'y implante au gré de ses intérêts, mais veille à ce qu'Israël n'en profite pas pour se décharger de ses obligations de puissance occupante. « Le Caire

refuse d'endosser la responsabilité politique de Gaza. Il lui serait aisé de nous ouvrir le port d'El-Arich, dans le Sinaï, mais cela signifierait que l'Égypte prendrait l'enclave en charge », note Bassem Naïm.

Le Caire s'implique aussi dans le secteur de la reconstruction. Après la guerre de 2021, le président Al-Sissi a promis 500 millions d'euros de travaux à Gaza. Dans la foulée, l'entreprise Abnaa Sinai (« fils du Sinaï »), liée à l'armée égyptienne, avait déployé ses engins de chantier pour reconstruire un tronçon de route et bâtir trois quartiers. Un événement en soi : Gaza n'avait plus vu d'ingénieurs égyptiens depuis la conquête israélienne de 1967. Mais l'enthousiasme des débuts s'est refroidi. Les travaux s'enlisent. La guerre en Ukraine pèse sur le prix des matières premières. Abnaa Sinai peine à fournir ses sous-traitants gazaouis. « A ce rythme, à peine 200 millions seront dépensés ici. Le reste disparaît

dans les coûts d'acheminement des matériaux », estime Aladin El-Araj, le patron du Syndicat des entrepreneurs du bâtiment de Gaza. Abnaa Sinai dispose d'un monopole sur les importations à Gaza. Un paquet de cigarettes y vaut plus de deux fois son prix au Caire, comme un kilo de ciment.

Le Caire, surtout, est l'un des seuls acteurs disponibles. Après avoir contribué à la reconstruction de Gaza à la fin des précédentes guerres (en 2008-2009, 2012 et 2014), les princes du Golfe se détournent. L'impasse de la question gazaouie, encore révélée par l'escalade entamée le 5 août, a fini par laisser. A Gaza, on espère que les Égyptiens pourront relancer la réconciliation palestinienne entre le Fatah et le Hamas. Seul Le Caire semble en mesure d'obtenir des résultats. Sur ce terrain, néanmoins, l'Égypte ne semble pas pressée de prendre l'initiative. ■

L. I. ET CLOTHILDE MRAFFKO



Des Palestiniens au poste-frontière de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 6 juin 2021. FELIPE DANA/AP

23 heures, la famille a pu rentrer chez elle, emportant le corps d'Ammar.

Depuis 2017, ce poste-frontière est une bonbonne d'oxygène pour Gaza. En bonne intelligence avec Israël, l'Égypte autorise le passage de ciment ou de métaux, sans trop scruter leur destination finale. Cette année, les Nations unies ont recensé environ 60 000 sorties de voyageurs et 60 000 entrées. Un record depuis le coup d'Etat militaire de 2013 au Caire, qui avait fermé presque totalement Rafah. « C'est la paix "économique" que nous offre Israël. L'Égypte l'aide à abaisser la tension pour éviter une nouvelle explosion dans l'enclave, sans laisser le Hamas prospérer », juge un cadre du mouvement, Bassem Naïm. « Mais ce n'est pas une faveur que nous fait l'Égypte. C'est notre droit ! Le blocus est illégal », rappelle Samira Abdel Alim, coordinatrice, à Gaza, de l'Union des comités des femmes palestiniennes.

ARNAQUES COURANTES

En janvier, M^{me} Abdel Alim s'est rendue en Égypte avec sa sœur. Hanan est en partie paralysée depuis qu'elle a chuté dans un escalier, il y a dix ans. Au Caire, elle a subi une greffe de la moelle épinière. Samira a obtenu leurs permis grâce à ses contacts au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), mouvement armé issu du marxisme. Au retour, les sœurs ont loué une voiture pour 200 dollars (environ 196 euros). Elles sont restées bloquées douze heures par deux fois, sur deux points de contrôle devant le canal de Suez, puis près d'Al-Arich. « Nous n'avions pas le droit de sortir, pas même d'aller aux toilettes », dit-elle. L'armée a attendu la fermeture de Rafah, en soirée, pour les laisser passer. Elles ont payé une nuit d'hôtel à Al-Arich. « Ceux qui n'avaient pas les moyens ont dormi dehors. »

Le nord du Sinaï est une région dangereuse. L'armée égyptienne y combat, avec l'aide d'Israël, une insurrection djihadiste liée à l'organisation Etat islamique (EI). Cependant, des dizaines de milliers de touristes israéliens se sont rendus sans encombre cette année dans le sud de la région. « La traversée est si dure pour nous parce que les Égyptiens le veulent. Ils forcent les gens à payer. Ils profitent d'eux », estime M^{me} Abdel Alim. Au ministère de l'intérieur, dans la ville de Gaza, il faut des mois pour obtenir un précieux permis de passage. Certains préfèrent payer un intermédiaire qui se prévaut



de relations avec l'Égypte. Les arnaques sont courantes. « C'est aussi un revenu discret pour les autorités de Gaza [le Hamas] », souligne Raji Sourani, le directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme.

Les voyageurs les plus pressés poussent la porte de l'agence Mushtaha Travel & Tourism. Ils sont reçus par des employées en uniforme d'hôtesse de l'air – tailleur rouge et blanc, foulard et calot rouges. Pour 900 euros (le tarif varie selon la demande), elles promettent un départ vers l'Égypte le lendemain ou sous deux jours. Le client patiente à Rafah dans un hall, où il a accès à une buvette. Il traverse le Sinaï dans un minibus climatisé. Les contrôles de l'armée sont réduits. « C'est très cher mais nous ne prélevons qu'une commission symbolique. Nous faisons ça pour les gens », s'excuse Rashad Walid, conseiller marketing de l'entreprise.

Depuis trois ans, Mushtaha n'est que le sous-traitant d'une compagnie égyptienne, Hala, qui obtient les permis de passage auprès du renseignement militaire égyptien. Un entrepreneur gazaoui relève que sa direction « s'est professionnalisée : ce ne sont plus des gens du Sinaï un peu rugueux ». Selon Human Rights Watch, Hala est liée à l'homme d'affaires Ibrahim El-Argani. Chef d'une confédération tribale du nord du Sinaï, il épaula l'armée égyptienne dans sa lutte contre les djihadistes. Son entreprise, Abnaa Sinai (« fils du Sinaï »), dispose d'un monopole sur le transport de marchandises à Rafah. Mais, à travers lui, « c'est l'armée qui contrôle le passage », résume M. Naïm, le cadre du Hamas. ■

LOUIS IMBERT

Après la perquisition du FBI, Donald Trump crie au complot

A la suite de l'opération policière menée dans sa résidence, l'ex-président est encouragé par ses partisans à annoncer sa candidature pour 2024

SAN FRANCISCO - correspondante

Pour une fois, Donald Trump n'a pas exagéré. « Rien de tel n'est jamais arrivé à un président américain », s'est-il plaint dans un communiqué, lundi 8 août, quelques heures après le « raid d'un nombre important » d'agents du FBI dans sa « belle demeure de Mar-a-Lago à Palm Beach », en Floride. De l'avis des historiens, la perquisition de la police fédérale dans la résidence, fût-elle de vacances, d'un président ou ancien président n'a, en effet, pas connu de précédent. L'interprétation qu'en fait M. Trump est claire : la « gauche radicale cherche à [l]empêcher de [s]e présenter en 2024 ».

En matière de protection des Archives nationales, la chronique a bien retenu quelques poursuites pour des infractions à la loi, visant l'ex-conseiller du président Bill Clinton Sandy Berger, ou l'ancien général de l'armée américaine David Petraeus, qui sera condamné pour avoir divulgué des documents classés à sa compagnie.

Mais rien d'aussi lourd de conséquences que la perquisition de lundi, à un moment où le Parti républicain est sur la défensive sur le terrain politique, et plus que jamais obnubilé par M. Trump : sa possible candidature pour 2024, son rôle de trublion dans les primaires, ses faits et gestes lors de l'insurrection du 6 janvier 2021, ses déclarations d'impôt (dernier épisode du feuilleton : la cour d'appel du district de Columbia a estimé, mardi 9 août, que le Congrès avait droit d'y accéder) ; la Cour suprême devra statuer).

Et même ses toilettes, depuis que Maggie Haberman, la journaliste politique du *New York Times*, a posté lundi, en avant-première d'un livre de révélations annoncé pour octobre, deux photos montrant des morceaux de papiers déchirés flottant dans une cuvette. Où l'on distingue l'écriture au Stabilo noir de Donald Trump, déjà connu pour sa propension à faire des confettis de documents, y compris officiels...

Tempête politique

La perquisition a provoqué une tempête politique, occultant ce qui devait être l'événement de la journée : la deuxième sortie post-Covid de Joe Biden, afin de promouvoir la loi, approuvée par les deux partis, permettant l'investissement de 200 milliards de dollars dans la fabrication de semi-conducteurs aux Etats-Unis. Le président a signé la loi devant de Maison-Blanche, non sans tousser plusieurs fois. Il n'a pas eu un mot pour la perquisition du FBI. Sa porte-parole, Karine Jean-Pierre, a affirmé qu'il n'avait pas été prévenu de l'opération. S'il l'avait été, ont fait remarquer les commentateurs, il n'aurait pas choisi un tel télescopage de « news », alors qu'il espère changer la perception de son bilan, à moins de trois mois des élections de mi-mandat.

La classe politique a attendu toute la journée des précisions du ministère de la justice sur le mandat judiciaire qui avait permis la perquisition. « S'ils ont du biscuit, ils ont intérêt à l'annoncer. Autrement, cette fouille de la maison d'un ancien président est une honte », a estimé Ari Fleischer, l'ancien porte-parole de George W. Bush, peu suspect de complaisance envers Donald Trump.

Le Parti républicain a appelé les militants à « reprendre le Congrès » lors des élections de mi-mandat

En fin de journée, la presse a indiqué avoir glané quelques précisions : en fait d'invasion, les agents n'étaient qu'une douzaine à Palm Beach, et ils n'ont enfoncé aucune porte. Quarante-cinq minutes avant d'arriver à la porte du club de golf de M. Trump, le FBI a prévenu son agence locale. Celle-ci a informé le Secret Service, le bureau chargé de la protection des personnalités, dont continuent à bénéficier les ex-présidents. Le personnel de l'hôtel n'a été averti qu'à l'arrivée des policiers. Le directeur général de l'établissement a appelé Eric Trump, qui a prévenu son père, alors dans sa Trump Tower, à New York. Les agents sont repartis plusieurs heures plus tard, après avoir, si on en croit M. Trump, forcé le coffre-fort de son bureau.

Selon la presse, et selon Christina Bobb, une avocate de Donald Trump, le motif de la perquisition porte sur la soustraction de documents appartenant aux Archives nationales, en infraction à la loi selon laquelle les archives présidentielles appartiennent au gouvernement fédéral et non au président. Mi-janvier, le bureau des archives avait révélé que quinze boîtes avaient été emportées depuis la Maison-Blanche à Mar-a-Lago par M. Trump, mais que celles-ci avaient depuis été récupérées. Ces boîtes contenaient divers documents, dont la traditionnelle lettre du président sortant (Barack Obama) à son successeur, et une correspondance avec le dictateur nord-coréen Kim Jong-un. L'affaire n'était cependant pas close.

En février, le FBI s'était en effet rendu à Mar-a-Lago avec une équipe réduite. Les agents avaient rencontré les avocats de M. Trump, lui-même sur place. L'administration des archives estimait-elle ne pas avoir reçu tous les documents qui lui étaient dus ? Selon les mêmes sources, elle a saisi la justice et un grand jury a été réuni en mai. Le mandat de perquisition, qui a été transmis lundi à M. Trump, n'a pas été diffusé. Certains juristes ont appelé l'ex-président à le rendre public. Selon la loi, le mandat de perquisition correspond à un affidavit, dans lequel la police fédérale doit mentionner explicitement la « cause probable » qui lui permet de soupçonner un crime. Un juge fédéral doit ensuite approuver le mandat.

Interrogé par NPR, la radio publique, le professeur de droit Stephen Vladeck a recensé deux axes possibles d'enquête. Sachant que le président est, selon la loi, tenu responsable de l'intégrité et de la sécurité des archives, M. Trump pourrait être poursuivi pour n'avoir pas protégé correctement les documents. Autre hypothèse : il pourrait se voir reprocher la disparition d'archives contenant des documents relatifs à la sécurité nationale. Une possibilité plus contestée : en tant que chef de l'exécutif, le président a tout pouvoir

pour déclassifier ce qu'il veut. Dans les deux cas, il serait déclaré inapte à occuper des fonctions administratives, donc celle de président des Etats-Unis.

Compte tenu de l'importance du « suspect », les experts estiment qu'il est inenvisageable que le procureur général des Etats-Unis, Merrick Garland, n'ait pas autorisé la perquisition. A fortiori le directeur du FBI, Christopher Wray. Celui-ci, un républicain, avait été nommé par M. Trump en 2017, après le limogeage de James Comey. « Il nous rendra tous fiers », avait alors assuré le président. L'état de grâce n'a pas duré longtemps. Le président et le chef du FBI – rapidement surnommé « pire membre de mon administration » – ne se sont pas adressés la parole pendant plus d'un an.

Moment d'unité

Quelques heures après l'annonce de l'opération, l'état-major du Parti républicain a appelé les militants à « reprendre le Congrès » lors des élections de mi-mandat, en novembre. Fox News a multiplié les directs depuis Mar-a-Lago. « Voilà ce qui arrive dans des endroits comme le Nicaragua », a ironisé le sénateur de Floride Marco Rubio. Son collègue Ted Cruz a accusé le FBI d'abus de pouvoir. « Ce que Richard Nixon [président de 1969 à 1974] a essayé de faire, Joe Biden l'a mis en œuvre, a tweeté le sénateur du Texas. Son administration a fait du ministère de la justice et du FBI une arme pour cibler ses ennemis politiques. » Le chef des républicains à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a implicitement menacé Merrick Garland de représailles si les républicains s'emparaient de la majorité en novembre. Selon le *New York Times*, Trump s'est vu encouragé par certains de ses partisans de profiter de ce moment d'unité pour annoncer sa candidature à la présidentielle de 2024.

Des questions restent sans réponse. Pourquoi cette perquisition survient-elle maintenant ? Y a-t-il un rapport avec le travail de la commission sur l'attaque du 6 janvier au Capitole, qui a estimé que M. Trump était l'homme qui a « allumé la mèche » de l'insurrection ? M. Garland avait été critiqué par les militants démocrates pour son hésitation à poursuivre l'ex-président alors que, selon eux, les motifs ne manquaient pas : de l'encouragement à la sédition aux pressions sur les élus de Géorgie pour modifier les résultats de l'élection de 2020 dans l'Etat (un juge a décidé, mardi, que Rudy Giuliani, l'avocat de M. Trump, devra apparaître le 17 août devant le grand jury qui est saisi de ce dossier).

Le procureur général, connu pour sa prudence, avait laissé dire. Jusqu'au 20 juillet, quand, interrogé pendant une conférence de presse, il s'était animé : « Personne n'est au-dessus des lois dans ce pays. Laissez-moi le répéter : personne n'est au-dessus des lois. » Dans un pays qui n'a jamais poursuivi ses ex-présidents, même les démocrates se demandent s'il n'est pas allé un peu loin : « S'il n'est pas en mesure d'inculper Trump et de montrer qu'il a potentiellement commis un crime, il risque d'enhardir le manque de respect envers la loi de l'ancien président et de ses alliés d'extrême droite », écrit David Rohde dans le *New Yorker*. ■

CORINE LESNES

Le nombre de fermes de colons a explosé depuis 2017, aggravant le morcellement des terres palestiniennes. Un phénomène conforté par l'arrivée de l'extrême droite au nouveau gouvernement de Benjamin Nétanyahou

MA'ON, MASSAFER YATTA, KEIDAR, RIMONIM, AUJA (CISJORDANIE) - envoyé spécial

Les enfants du hameau palestinien de Touba rentrent de l'école. En ce début du mois de mars, Issa Awad, le plus âgé d'entre eux, ferme la marche du haut de ses 14 ans. Ils sont escortés par des soldats israéliens jusqu'à des hangars à poulets, en bordure de la colonie de Ma'on, située à quelques kilomètres d'Hébron, à l'extrême sud de la Cisjordanie occupée. Voilà près de vingt ans que l'armée a pour ordre de protéger les écoliers des colons qui les harcèlent.

Issa hésite avant de descendre le vallon qui mène à la ferme de ses parents. En contrebas, deux bergers israéliens encapuchonnés, masqués et armés de bâtons, guident des moutons dans un champ d'orge jeune, qui appartient à sa famille. Les bêtes épuisent ce coin de verdure niché dans les collines arides de la région de Massafer Yatta : un paysage lunaire toute l'année, sauf durant ce mois resplendissant de printemps.

Depuis qu'une bergerie israélienne s'est installée non loin de chez eux, en 2020, Issa et les siens sont attaqués presque chaque jour par des bergers armés. Ils accaparent leurs pâturages, les privant de ressources. Issa affirme qu'à l'automne 2022, le propriétaire a tiré au pistolet entre ses jambes, à moins de un mètre de distance, alors qu'il gardait le troupeau. Sa famille se dit au bord de la faillite.

Les fermes de colons se multiplient partout en Cisjordanie. Depuis 2017, il en a poussé plus de cinquante, au mépris du droit international et du droit israélien, entraînant une expansion des colonies sans précédent. Ces fermes ont prospéré durant une période de faible pression internationale, sous l'administration américaine de Donald Trump (2017-2021). L'arrivée au pouvoir, en décembre 2022, du gouvernement de Benjamin Nétanyahou – le plus à droite qu'a connu Israël – représente une occasion historique aux yeux des promoteurs de la colonisation.

ENTREPRISE PLANIFIÉE

Cette vaste entreprise est planifiée, notamment par Amana, une coopérative de bâtiments et travaux publics qui finance les instances représentatives des colons et qui jouit d'excellents relais au sein de l'Etat. Amana choisit les implantations des fermes, les fournit en personnel, les aménage et les équipe. Le patron de la coopérative, Ze'ev « Zambish » Hever, s'est félicité, en février 2021, de son succès. Lors d'une rarissime conférence publique, cet homme secret, au passé terroriste (en juin 1980, il a tenté de placer une bombe sous la voiture du maire palestinien de Bethléem), raisonnait en ces termes : « Construire n'ajoute que peu de terres : en raison de mises en œuvre et de développements coûteux, nous [n']avons obtenu [que] 100 kilomètres carrés en cinquante ans [de colonisation]. Grâce aux fermes pastorales, ces trois dernières années, nous avons atteint les régions les plus lointaines : aujourd'hui, leurs pâturages couvrent une surface près de deux fois plus grande que celle des communautés bâties. »

En mai 2022, ces bergeries occupaient plus de 24 000 hectares, soit près de 7 % de la Cisjordanie, selon des relevés effectués par Kerem Navot, une organisation qui lutte contre la colonisation. « Ce projet est un accaparement de terres sous stéroïdes, à une échelle jamais vue auparavant », affirme Yehuda Shaul, l'un des fondateurs de l'ONG de gauche Breaking the Silence. Il s'agit de prendre le contrôle de tous les espaces ouverts et d'encercler les Palestiniens dans leurs enclaves pour cimenter leur fragmentation géographique. »

Les fermes s'implantent dans le grenier à blé des territoires : des régions agricoles,

reculées, où l'armée israélienne est seule maîtresse. « Les fermiers empêchent les Palestiniens d'accéder à ces zones, qu'Israël a déjà en partie accaparées de jure, en les déclarant terres d'Etat », précise Yehuda Shaul. Originaires des colonies les plus radicales, ces hommes sont en partie responsables d'une hausse ahurissante des actes violents commis par les colons, constatée ces dernières années par les Nations unies.

A Ma'on, le fermier Issachar Mann est un lecteur assidu de la revue *National Geographic*. Il est fier de son grand-père, « économiste à l'université américaine Stanford, mort à 80 ans sur son cheval ». Fier aussi de son père, Hillel, qui fonda, dans les années 1990, un immense vignoble en terrasses dans la colonie de Beit El, à 2 kilomètres au nord de Ramallah. Hillel et ses fils y produisent 40 000 bouteilles par an d'un cabernet sauvage résistant et d'un bon carignan en récolte tardive.

Issachar a quitté Beit El, en 2002, pour s'établir à Ma'on, où il produit à son tour un vin puissant et équilibré. Il se fait vite haïr des écoliers de Touba, qu'il pourchasse sur le chemin de l'école. En 2014, il est suspecté d'avoir détruit un champ d'oliviers, au cours d'une nuit de beuverie. Dans la boue, les policiers israéliens ont repéré des empreintes de semelles semblables aux siennes, qui les ont menés jusque chez lui. Il n'a pas été inquiété par la justice.

En août 2020, l'homme s'empare de 150 hectares de terrains dans la périphérie nord de la colonie et y construit une ferme. Ses relations avec les autres colons sont « dé-

« NOUS AVONS ARRÊTÉ [LE NOMADISME]. NOUS AVIONS PEUR DE QUITTER NOS TERRES ET, MAINTENANT, C'EST COMME SI UN COLON ÉTAIT ASSIS DANS NOTRE MAISON »

Al a Hathaleen
femme bédouine
d'Umm Al-Khair

Cisjordanie Les fermes, arme de colonisation



Guy Butavia, activiste israélien du mouvement de gauche Ta'ayush, sillonne Massafer Yatta depuis treize ans. Il coordonne les actions pour protéger les Palestiniens de la violence des colons. Village palestinien d'Umm Al-Khair, adossé à la colonie de Carmel, en Cisjordanie, le 28 février.

photos : LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR LE MONDE



A l'entrée de la colonie de Keidar, un panneau prévient que « l'entrée est soumise à un contrôle de sécurité et à la présentation d'un permis d'armes à feu valide », le 27 février.



Dans la colonie de Keidar, en Cisjordanie, le 27 février. Tsur et Liora (à gauche) sont des bénévoles à la ferme, et David (à droite) travaille dans le café ouvert récemment.

licates », admet-il. Certains se méfient des jeunes militants que sa ferme attire, d'autant que son épouse, Yael, a longtemps travaillé auprès d'adolescents sortis de prison. Issachar Mann a bénéficié d'un prêt d'Amana et levé près de 225 000 euros de donations en ligne. Aujourd'hui, selon le relevé de Kerem Navot, il règne sur 450 hectares en compagnie de son vieil allié, Yehoshafat Tor, propriétaire des hangars à poulets de Ma'on.

« Depuis que Mann est arrivé, tout a changé. Il a détruit nos vies. Il a tout pris. Nous sommes assiégés depuis trois ans », affirme le Palestinien Omar Mohamad Jindyeh, âgé de 56 ans. Berger comme la plupart des Bédouins de la région, il vit avec vingt enfants et petits-enfants dans une grotte, aménagée par son père en 1967. Six chiens enchaînés protègent leur abri et quelques bâtiments. En 2022, Issachar Mann a débarqué deux fois en pleine nuit, affirme M. Jindyeh : « Il prétendait que nous lui avions volé des moutons. »

COLON ARMÉ DE M16

En juin 2022, le troupeau de M. Mann a été frappé d'une épidémie de clavelée, une variole ovine très contagieuse. Le ministère de l'agriculture israélien a publié des alertes vétérinaires et placé sa ferme en quarantaine. Deux Palestiniens et Guy Butavia, militant israélien au sein du mouvement de gauche Ta'ayush, affirment que le fermier a jeté des cadavres infectés dans le vallon qui sépare sa maison de Touba et dans une forêt des environs. Des dépouilles ont été photographiées, gisant en plein air. « Des chiens ou des oiseaux auraient pu propager la maladie », s'indigne M. Jindyeh.

Issachar Mann circule en quad, armé d'un pistolet ou d'un fusil M16. L'aîné de ses sept enfants, conscrit dans l'armée, a ouvert le feu, en février, dans un hameau palestinien qui s'étend au fond du même vallon, Saadet Thala. L'incident a été filmé. « Pendant deux heures, [lui et son père] sont restés assis devant chez nous, avec leurs armes. Ils voulaient nous impressionner parce que nos jeunes s'étaient approchés de leur ferme », raconte Mohamad Hamad Al-Ayan. La police a refusé de se déplacer.

Privés de pâturages, les troupeaux des Al-Ayan dépérissent. Chaque homme de la famille s'est endetté de plus de 15 000 euros depuis 2020, selon M. Al-Ayan. A Touba, M. Jindyeh est contraint d'acheter du lait en poudre pour nourrir ses agneaux : « Les mères ne paissent plus assez. Elles ne donnent pas de lait. Elles tombent malades, et les médicaments coûtent cher. » Son fils cadet, Hamzeh, a abandonné ses études universitaires faute d'argent.

Il y a quelques décennies, ces Bédouins étaient encore nomades. Ala, la matriarche de la famille Hathaleen, se souvient des années où elle « suivait l'herbe », selon les saisons. Elle marchait jusqu'à Jéricho, au nord, le long d'une ligne de crête qui traverse la Cisjordanie, avant de redescendre sur les rives de la mer Morte. « Nous avons arrêté. Nous avions peur de quitter nos terres et, maintenant, c'est comme si un colon était assis dans notre maison », constate-t-elle.

Son hameau, Umm Al-Khair, est un cas unique en Cisjordanie. Un simple grillage le sépare de Carmel, une colonie fondée en 1981.

Seules des poules le traversent. Du côté palestinien, le bâti précaire est frappé d'ordres de démolition de l'armée. De l'autre, de gros pavillons de banlieue à l'américaine sont bordés d'eucalyptus, sous lesquels un jeune couple d'Israéliens promène son bébé. En mai 2022, Ala a perdu son mari, Hajj Souleiman, un activiste palestinien, iconique dans la région. Il protestait contre la saisie par la police israélienne de voitures palestiniennes non immatriculées, sur le parking du village. Le conducteur de la dépanneuse qui accompagnait les policiers l'a écrasé, en le traînant sur plusieurs mètres sous son véhicule.

Les Hathaleen n'ont plus accès à leurs pâturages au sud de Carmel, car Issachar Mann leur interdit le passage. Au nord, un autre colon, Shimon Atiya, a monté une bergerie en décembre 2022, achevant de prendre en tenaille le hameau palestinien. Les moutons ne sortent plus, « sauf pour faire du sport dans la cour », ironise Aid, l'ainé des Hathaleen. La famille a été chassée de terrains sur lesquels la municipalité de Carmel planifie de s'étendre, selon des données cartographiées par l'ONG israélienne Bimkom.

Ces fermiers contribuent à un vieux projet de l'Etat et des colons : fortifier une ligne d'implantations au sud d'Hébron, qui isole la ville palestinienne de Yatta dans une enclave de plus en plus réduite, et maintient la vallée du Jourdain dépeuplée. Trois fermes ont solidifié cette ligne, dès les années 1990 et 2000. Leur nombre a explosé depuis 2017. L'ONG Ta'ayush en a décompté dix-sept dans la région. Souvent, elles jouxtent des zones d'exercice militaire ou des réserves naturelles, où l'armée peut chasser aisément les Bédouins.

En mai 2022, les bergers de Ma'on et de Carmel ont reçu de l'Etat un soutien qu'ils attendaient depuis longtemps. Après vingt ans de procédures, la Cour suprême israélienne a validé le déplacement forcé de centaines de Bédouins des collines de Massafer Yatta. L'armée peut donc expulser les Palestiniens d'une vaste zone de tir militaire, qui avait été créée dès 1981. Le général Ariel Sharon estimait, à l'époque, que cette zone permettrait de contenir « l'expansion de villageois arabes des flancs de montagne vers le désert [du Néguev] ».

Dans sa décision, le juge David Mintz, qui réside lui-même dans une colonie, fait primer un ordre militaire sur le droit international, selon lequel le déplacement forcé de population est un crime contre l'humanité. Depuis, l'armée détruit lentement le bâti et bloque les routes. « Les soldats arrêtent et emprisonnent quiconque entre dans la zone de tir », déplore Tariq Hathaleen, 28 ans. Ce petit-fils d'Ala, instituteur, a le plus grand mal à faire l'école dans les hameaux de Massafer Yatta.

MAILLON FAIBLE

D'autres fermes ont surgi le long de la route Allon, qui relie Jérusalem au nord de la vallée du Jourdain. Ce vaste espace, montagneux et peu habité, constitue un maillon faible au sein des chaînes de colonies. Les terrains pastoraux y sont souvent attribués par l'Organisation sioniste mondiale (OSM), fondée par Théodore Herzl en 1897 et qui donna naissance à l'Etat israélien un demi-siècle plus tard. Une loi de 2015 permet à l'OSM de ne pas divulguer ces contrats. Une petite moitié de ces pâturages est classée comme terre d'Etat et déclarée vacante par Israël – ce qui doit faciliter, à terme, la légalisation des fermes.

Des ministres issus de l'extrême droite religieuse s'y emploient déjà. Jamais ces derniers n'avaient joui d'une telle influence au sein d'un gouvernement israélien. En février, pour la première fois depuis 2012, Benjamin Nétanyahou a légalisé huit colonies, ainsi qu'une ferme bâtie sur les terres où s'installaient jadis les Bédouins de Massafer Yatta. Erigée autour d'un puits par Ariel et Iska Greenglick, en 2021, la bâtisse semble perdue au bout du monde. Ses occupants ne sont pourtant qu'à quinze minutes en voiture de l'immense centre commercial de Maalé Adoumim, dont les immeubles en terrasses surplombent Jérusalem et la vallée du Jourdain. Ce matin de mars, Iska Greenglick, son bébé de 1 mois dans les bras, va cueillir des soucis qu'elle vend comme herbes médicinales ou transformés en savons.

La bergerie, isolée et illégale, a accueilli plus de deux cents célébrations de mariage, à l'époque des confinements décrétés lors de l'épidémie de Covid-19. Au sommet de la colline, le couple vient d'ouvrir un café, aux banquettes recouvertes de tissus palestiniens. Un garçon de ferme y prépare des knafeh, une pâtisserie arabe. David Sandler, ancien parachutiste au fort accent sud-africain, étudie la kabbale la nuit et rêve de « se choper une belle petite grotte, comme les Bédouins ». Liara Feldbloom, de retour d'un voyage en Inde, trace des mandalas sur des ardoises. Deux jeunes appelées, qui effectuent ici leur service national civil, vaquent à l'étable.

La clé de ce « paradis », Ariel Greenglick l'a reçue du patron d'Amana en personne, « Zambish », un gars à l'esprit vif et pratique. C'est toujours lui qui a le dernier mot ».



A gauche : des enfants palestiniens jouent dans une épave de voiture, dans le village bédouin de Saadet Thala, situé dans une zone de tir de l'armée israélienne, en Cisjordanie, le 28 février.

A droite : Moussa, un jeune Bédouin du village de Saadet Thala, en Cisjordanie, le 28 février.

En bas : en Cisjordanie, le 28 février. Le village de Touba se trouve aussi dans une zone de tir de l'armée israélienne.

Pour développer ses activités, il a signé un emprunt de 1 million de shekels (plus de 257 000 euros) au siège d'Amana, à Jérusalem-Est, ainsi qu'un bail avec le « propriétaire » de ce terrain de 417 hectares, Gad Gavriel. Ce dernier, développeur immobilier, compte y bâtir une ville. « On nous a demandé de garder le terrain en attendant », résume Iska.

« Ces terres nous appartiennent, c'est nous qui avons creusé ce puits », proteste Eissa Jaffar, maire de la commune palestinienne de Sawahera Al-Charqiya, qui a porté l'affaire devant la justice. Sa ville, adossée au mur construit par Israël lors de la seconde intifada (2000-2005), est devenue un goulot d'étranglement depuis qu'elle est coupée de Jérusalem. Elle est traversée par la route la plus embouteillée des territoires – la seule réservée aux Palestiniens entre Bethléem et Ramallah.

La ferme d'Ariel Greenglick l'écrase un peu plus contre le mur. Une route de terre y a été créée par Amana et le sommet de la colline arasé. Ces travaux financés par l'Etat, précise M. Greenglick, s'inscrivent dans le projet d'aménagement d'une rivière, polluée en amont par les eaux usées et les décharges de Sawahera. Amana ne confirme rien : la coopérative ne communique pas avec la presse.

Chaque jour, Ariel Greenglick échange avec

« SI TU N'AS PAS LA FOI, LE PROJET [DES COLONIES] EST INTENABLE. ON NE PEUT PAS MAINTENIR LES ARABES APEURÉS ET À DISTANCE POUR TOUJOURS »

Ariel Greenglick
fermier dans la colonie de Keidar

les fermiers israéliens dispersés en Cisjordanie : « Tous des gars durs, mes amis. Ils viennent pour la plupart d'Hébron. » Son épouse, Iska, est elle aussi née dans ce berceau du mouvement colon ultraradical. Fille de rabbin, elle a grandi au cœur de la vieille ville arabe, un étage au-dessus de l'appartement occupé par Orit Strock, aujourd'hui ministre des missions nationales, c'est-à-dire des affaires des colonies. Dans son enfance, Iska a fréquenté Itamar Ben Gvir, suprémaciste juif nommé ministre de la sécurité nationale en décembre 2022, et partisan d'une guerre contre les Palestiniens. Elle a voté pour lui aux législatives de 2022 ; son mari aussi.

« Je ne retournerai pas vivre à Hébron, assure-t-elle. Là-bas, il n'y a pas d'espace, pas de ciel. » C'est à Safed, la « capitale de la kabbale », en Galilée, qu'elle a rencontré Ariel, lui aussi fils de rabbin. A 12 ans, il avait rejoint les colonies de Gaza. Il voulait résister à leur évacuation, décrétée par Ariel Sharon en 2005. « Après je n'ai plus aimé ce pays, confie-t-il. Je me suis fait virer de toutes les yeshivas [écoles religieuses]. J'ai voyagé, pris de la drogue et rejoint les "jeunes des collines". Nous montions un avant-poste un jour ; le lendemain, l'armée nous évacua. Ça n'était pas sérieux. » Il s'est ensuite installé près d'Auja, au nord de Jéricho, dans une ferme implantée dès les années 1990, par un pionnier, Omer Atidia. Il s'y est marié avec Iska, a servi dans la brigade d'élite Golani. Puis le couple a intégré une communauté agricole, dans le Néguev israélien.

« Zambish » et Amana ont équipé sa nouvelle bergerie de huit caméras de surveillance capables d'identifier un visage ou une plaque d'immatriculation. Ils lui ont aussi donné des détecteurs de mouvement, qu'il a disséminés autour de son terrain et qui lui envoient des alertes et des photographies sur son téléphone portable – surtout le vendredi, jour de pique-nique dans les collines pour les Palestiniens. Une de ces images montre des hommes s'affairant à la construction de ce qui ressemble à un abri à moutons. La mairie de Sawahera tente régulièrement de planter des arbres et d'apporter de l'eau aux Bédouins. « C'est avant tout pour les observer que nous sommes ici », reconnaît Iska.

Ariel Greenglick transmet les images à un administrateur du centre colonial de Goush Etzion, au sud, et à l'association procolonies Regavim. Eux les communiquent au commandant local de l'armée israélienne, qui se charge de détruire ces constructions, notamment quand elles sont dans une zone

déclarée terre d'Etat. « Quand nous nous sommes installés ici, les soldats ne savaient pas comment venir, se souvient M. Greenglick. Sans nos signalements, ils ne se déplaceraient même pas. » Le patron d'Amana l'avait annoncé, en février 2021 : « En fin de compte, le commandant de brigade sera évalué [par sa hiérarchie sur] la préservation des terres dans son secteur. (...) Il doit se comporter comme s'il s'agissait d'une guerre. »

Cette « guerre » nécessite aussi des petites mains, souvent de jeunes Israéliens en délicatesse avec la police. Meir Cohen, 22 ans, se prépare à en accueillir à la ferme des Greenglick : il souhaite monter un centre d'accueil dans la maison qu'il construit au bout de leur terrain. Né dans une famille juive ultraorthodoxe, il s'est retrouvé à la rue à l'âge de 14 ans. Il veut aider d'autres à en sortir. « Les jeunes à problèmes, ce sont ceux qui restent sagement assis devant leur téléphone, tranche Ariel Greenglick. Ceux qui prennent de la meth pourront plus tard accomplir de grandes choses. » Meir Cohen recrute des adolescents dans les raves sauvages, organisées les vendredis à travers le pays. La plupart des fermes de colons accueillent ces brebis égarées : ils aident aux travaux, montent la garde et font le coup de poing contre les Palestiniens.

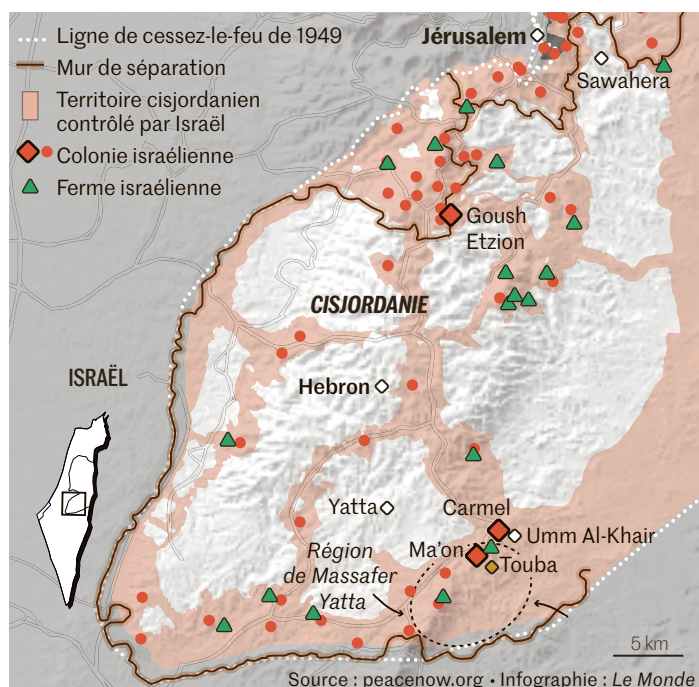
« LE MESSIE VIENDRA BIENTÔT »

La « guerre » évoquée par « Zambish », M. Greenglick redoute et désire à la fois qu'elle prenne une ampleur considérable. « Si tu n'as pas la foi, le projet [des colonies] est intenable, dit-il. On ne peut pas maintenir les Arabes apeurés et à distance pour toujours. Mais le Messie viendra bientôt. Il le doit, c'est urgent. » Le nouveau gouvernement, qui sème la discorde au sein même d'Israël, l'enthousiasme : « Nous vivons un temps de grands changements, et d'espoir. Personne ne contrôle rien, c'est dangereux, mais il faut tout secouer et ce qui doit s'écrouler s'écroulera. »

Depuis la fin février, le ministre des finances, Bezalel Smotrich, fondamentaliste religieux et raciste, dirige l'« administration civile » des territoires au sein du ministère de la défense. Le 1^{er} mars, il a appelé à « raser » la ville palestinienne d'Huwara, où des colons venaient de mener une expédition spectaculaire, pour venger l'assassinat de deux d'entre eux.

M. Smotrich a l'art de raviver chez Palestiniens le souvenir de la Nakba, la « catastrophe » : le déplacement forcé de 700 000 d'entre eux lors de la création de l'Etat d'Israël, en 1948. Aux yeux du ministre, la guerre de 1948-1949 est inachevée. Ses provocations attisent les flammes d'une Intifada larvée, qui agite la Cisjordanie depuis des mois.

Non loin de la ferme d'Ariel Greenglick, en lisière du bourg touristique de Jéricho, un nouveau groupe armé palestinien a ouvert le feu dans un restaurant dans la colonie d'Almog, sans faire de victimes, le 28 janvier, et tué un automobiliste un mois plus tard. Qu'une véritable insurrection éclate, et la ferme serait très exposée. « Les Arabes ont peur de nous. Ils attaqueront ceux qui ne savent pas se défendre eux-mêmes », se rassure M. Greenglick. Lui prendrait alors son tracteur pour défoncer le chemin de terre qui serpente vers la ville palestinienne de Sawahera : « Plus personne ne pourra en sortir. »



INTERNATIONAL • LETTRES DE

Ibrahim Al-Nabulsi, itinéraire d'un « martyr » palestinien

Le jeune homme, tué à 18 ans par l'armée israélienne au mois d'août, est devenu l'incarnation d'une jeunesse sans perspectives, qui renoue avec la lutte armée.

Par Louis Imbert (Naplouse, envoyé spécial)

Publié le 29 septembre 2022 à 02h18, modifié le 12 octobre 2022 à 06h24 | Lecture 5 min. | [Read in English](#)

Offrir l'article

Article réservé aux abonnés

LETTRE DE NAPLOUSE



Une femme brandit une photo d'Ibrahim Al-Nabulsi, tué lors d'un raid israélien, lors d'une manifestation de soutien aux Palestiniens, à Téhéran, le 9 août 2022. ATTA KENARE / AFP

Les « héros » palestiniens meurent jeunes. Ils montent en gloire à la hâte. Leurs faits d'armes sont incertains. Voyez Ibrahim Al-Nabulsi, tué à 18 ans, en août. Ses funérailles ont rassemblé des milliers de personnes à Naplouse, ville bourgeoise du nord de la Cisjordanie. Il avait tiré sur un officier et sur des colons israéliens, sans tuer. Il avait échappé à deux raids de l'armée. Il était réapparu sur TikTok, le réseau de partage de vidéos chinois. Il ne se réclamait d'aucun parti, mais de toutes les brigades. Son « martyr » a puissamment résonné dans les territoires, où une jeunesse sans perspectives renoue avec la lutte armée.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le Monde
Informez-vous tout au long de la journée
Télécharger l'application

Garçon pâle au long visage, élancé et pieux comme sa mère, Ibrahim Al-Nabulsi a grandi sur une colline, dans la maison familiale vieille d'un bon siècle. Il est nageur, calme. Son père, Alah, a un rang subalterne de major au sein de la sécurité préventive ; ancien prisonnier en Israël, il a rejoint dès 1994 cette force, qui est censée réprimer l'opposition aux accords de paix d'Oslo. « J'ai cru à quelque chose de grand : un Etat, la paix qu'Israël n'a jamais voulu nous donner, dit aujourd'hui Alah. La génération de mon fils est en colère contre nous et sa résistance est légitime. »

Lire aussi : [Faute d'horizon politique, de jeunes Palestiniens renouent avec la lutte armée contre Israël](#)

Collégien, Ibrahim caillasse des soldats au sud de Naplouse. Il court derrière son aîné de quatre ans, Adham Mabrouka. Il admire ce costaud, surnommé « le Tchétchène », roux et rigolard, du genre à glisser un pétard claque-doigt dans la cigarette d'un camarade. Adham est le premier à atterrir dans une prison israélienne, puis dans une prison palestinienne. Il est accusé d'avoir stocké des explosifs avec un deuxième copain, Mohammed Al-Dakhil, et d'avoir tiré sur des policiers palestiniens.

Ibrahim rejoint ses deux amis en cellule à 15 ans, au printemps 2019. « Il était recherché par Israël. La sécurité préventive palestinienne les a gardés pendant six mois "pour les protéger" », raconte son père. Ils confient à leurs copains qu'ils ont subi des tortures. La mère d'Ibrahim, Houda, le trouve « plus agressif » à sa sortie : « Il voulait se venger d'Israël. »

Le Monde Application
La Matinale du Monde
Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

Télécharger l'application →

Ibrahim n'a pas encore 16 ans et lui échappe. Il plonge dans la clandestinité. « Je l'embrassais quand je le croisais dans la vieille ville », dit-elle. Sur une étagère du salon, une photo les montre ensemble, assis sur un pas-de-porte ensoleillé. Alah a passé un bras sur l'épaule de son fils. Ibrahim a posé sur ses genoux le fusil d'assaut M16, qui ne le quitte plus.

« C'était un gamin »

« Il y avait quelque chose dans son visage, un enfant à l'intérieur », se souvient un ami proche, qui l'abrite alors. On surnomme ce camarade « Abou Hamzeh » ou « l'étrangleur », parce qu'il lui est arrivé d'étouffer à mains nues l'un de ces serpents venimeux qu'il chasse, pour son plaisir, dans les collines avoisinantes. A 31 ans, « l'étrangleur » vend du café sous l'horloge de la vieille ville. Brindille éternellement essoufflée, il n'est pas du bois dont on fait un combattant. Mais il aide.

Cet hiver-là, Ibrahim forme une cellule avec ses deux copains d'enfance et Abdelrahman Shahin, clandestin lui aussi dans la vieille ville. Ibrahim fait office de guetteur. Ensemble, ils poursuivent les juifs ultraorthodoxes de la secte de Bratslav, qui se fauillent clandestinement dans les faubourgs de Naplouse pour prier au tombeau de Joseph, patriarche biblique, fils de Jacob, vendu par ses frères. Au mont Garizim, ils tentent de tirer sur un site militaire. Abdelrahman Shahin est arrêté en novembre 2021 par Israël.

Lire aussi : [A Gaza, la jeunesse palestinienne à la vie, à la mort](#)

« Ibrahim et les autres ont pensé que Shahin les avait balancés. Ils ont envisagé de se rendre », affirme leur camarade, Mahmoud « Abou Kayed ». Ancien chauffeur livreur, au mont Scent de Naplouse, Mahmoud semble mâcher sans cesse une poignée de cailloux. Il s'était trouvé une carrière à l'époque, au sein des Forces de sécurité nationale, l'embryon d'armée de l'Autorité palestinienne. « Mais Ibrahim ne pensait qu'à se battre. C'était un gamin. » Une nuit de décembre, des soldats mènent un raid chez ses parents.

Deux mois plus tard, en février 2022, les deux amis d'enfance, Dakhil et « le Tchétchène », sont tués par l'armée, alors qu'ils roulent en voiture en ville. Israël annonce aussi dans un premier temps la mort d'Ibrahim, par erreur. « Les Israéliens n'ont plus cessé de nous téléphoner, pour annoncer qu'ils allaient finir par le tuer », raconte sa mère.

« Il ne voulait pas retourner en prison »

Ibrahim est atterré par la mort de ses copains. Il hésite. Mahmoud Abou Kayed, l'ami militaire, affirme lui avoir conseillé de se rendre à l'Autorité palestinienne. « Mais il ne voulait pas retourner en prison. Il n'a passé qu'une nuit tout seul. Le lendemain, ils étaient dix avec lui... Depuis, il y a plus de 70 jeunes comme eux dans la vieille ville. »

Au printemps, ces jeunes gens se mobilisent, échaudés par les raids incessants que mènent les soldats israéliens dans leur ville. [L'armée répond à des attentats qui ont fait dix-huit victimes en Israël](#). Au moins 96 Palestiniens, dont des civils, sont tués à travers la Cisjordanie. Emporté par ce mouvement, Ibrahim finit par venger ses amis, une nuit de juin.

Avec un groupe de militants, il tire sur des colons israéliens, escortés par l'armée sur la tombe de Joseph. Le colonel Roi Zweig, qui a autorité sur tout le nord de la Cisjordanie, est légèrement blessé. Ibrahim se fait gloire d'avoir trouvé un si puissant ennemi. Il construit sa légende sur TikTok. Il se fait désormais appeler « Abou Fateh », en hommage à un commandant tué durant la seconde Intifada (2000-2004). A l'époque où les combattants du Fatah ne ressemblaient pas encore à son père.

Lire aussi : [Les jeunes palestiniens de Cisjordanie : « Ce coup-ci, c'est à nous »](#)

Le pouvoir palestinien le traite avec prudence. Fin juillet, il est brièvement questionné, pour une histoire de voiture volée. Selon son père, le gouverneur de Naplouse ordonne aux policiers de le relâcher sur-le-champ. On n'arrête pas un héros de la résistance. Israël n'a qu'à s'en débrouiller. De son côté, le renseignement intérieur israélien le traque. Il craint la montée en puissance d'un groupe d'un nouveau genre, qu'Ibrahim forme avec ses nouveaux amis, la Tanière des lions. Ces jeunes gens peuvent appartenir indifféremment à une faction ou à l'autre – Fatah, Hamas ou Jihad islamique. Mais leur brigade se prétend indépendante, purement nationaliste.

Tactique de la « Cocotte-Minute »

Le 27 juillet, les forces israéliennes les frappent au cœur de la vieille ville. De 1 heure du matin jusqu'à l'aube, trois unités d'élite assiègent et finissent par tuer deux d'entre eux. Ibrahim demeure hors d'atteinte.

Deux semaines plus tard, le 8 août, il se montre imprudemment en ville. Il accompagne son ami « l'étrangleur », pour rendre hommage à un militant, tout juste sorti d'une prison israélienne. Le lendemain, Ibrahim est assiégé à son tour. Il refuse de se rendre.

L'armée israélienne nomme cette tactique « la Cocotte-Minute » : elle encercle sa planque et augmente sa puissance de feu, jusqu'à tirer au missile. Ibrahim est tué avec un camarade. Il a eu le temps d'adresser un message à sa mère. Le premier ministre, Yaïr Lapid, rend hommage à un chien de l'armée, Zili, tué dans l'opération.

Lire aussi : [L'Autorité palestinienne dans le piège de la répression](#)

Depuis, les « lions » ne cessent de s'agiter. L'un d'eux – également lié au Hamas – est tué par Israël le 25 septembre. Ce matin-là, dans les ruelles vides de la vieille ville en deuil, un jeune homme, handicapé mental, tripote une affiche à l'effigie du nouveau martyr. L'ami d'Ibrahim, Mahmoud Abou Kayed est en colère. Il a renoncé au début de l'été à sa carrière militaire. Le 19 septembre, il a fait le coup de feu, avec les « lions », contre les forces de l'Autorité palestinienne, ulcéré par leur « trahison ».

Les policiers ont arrêté l'un de leurs camarades, un jeune commandant du Hamas. Deux jours d'émeutes. « L'Autorité palestinienne a prouvé qu'elle travaille avec Israël. Elle veut effacer le mouvement de Naplouse », tempête Mahmoud. Israël la presse d'imposer sa souveraineté et de désarmer les têtes chaudes.

Retrouvez ici toutes les lettres de nos correspondants.

Louis Imbert (Naplouse, envoyé spécial)

Contribuer | Offrir l'article

Édition du jour
Daté du mardi 30 mai

Le Monde
La tentation illibérale de la droite française

LE MONDE AU DÉFI DE LA POLLUTION PLASTIQUE
Combien coûtera la transition écologique ?

Lire le journal numérique

Lire les éditions précédentes

PUBLICITÉ

Le Monde
Newsletter

Un regard décalé sur l'actualité

S'inscrire

Les plus lus

- Didier Raoult : révélations sur une déviance scientifique
- Guerre en Ukraine, en direct : nouvelle attaque russe sur Kiev : quatre morts dans la clinique bombardée de Dnipro
- Justine Triet applaudie par la gauche à la fin de son discours à Cannes

REPORTAGE

ELI (CISJORDANIE) - envoyé spécial

Le rabbin Eliezer Sadan sautille devant un feu de joie, en treillis et chaussures de marche. A 75 ans, il lutte contre un cancer. Mais il tient à célébrer cette nuit de mai avec les cadets de son académie de préparation au service militaire, qui dansent et chantent pour la fête juive de Lag Ba'omer, fête du feu et de la fin des deuils, propice aux vœux. Au fond de la vallée qui s'étend sous ce flanc de colline, au cœur de la Cisjordanie occupée, les loupiotes vertes d'une mosquée scintillent dans le village palestinien de Turmus Ayya. Dans deux mois ou dans deux ans pour les plus jeunes, rabbi Sadan confiera ces joyeux garçons à l'armée.

Depuis 1988, son académie, implantée dans la colonie d'Eli, forme l'élite religieuse des forces israéliennes. Chaque année, 100 jeunes, tous issus de milieux sionistes religieux, en sortent diplômés, et la moitié intègre par la suite le corps des officiers. L'Etat verse 3,5 millions d'euros par an à l'académie, 40 % de son budget. En 2016, le rabbin Sadan a reçu le prix d'Israël, la plus haute distinction du pays. Que cette médaille soit épinglée à la poitrine d'un partisan d'une théocratie juive a fait lever le sourcil à quelques vieux officiers laïques.

Les détracteurs d'Eliezer Sadan, souvent laïques et libéraux, voient en lui un religieux militarisé, aux méthodes trotskistes. Ils l'accusent d'encourager ses jeunes disciples à pénétrer les institutions sécuritaires et politiques du pays, afin de les pervertir de l'intérieur. Ce procès en entrisme fait sourire le directeur de l'académie, Lior Shtul, et son directeur des études, le rabbin Shalom Hyman : non, ils ne mènent pas « un djihad », une guerre sainte, ni ne souhaitent faire d'Israël le miroir juif « de la République islamique d'Iran ou de l'Afghanistan des talibans ». Mais ils assument une ambition : « Nous souhaitons que nos élèves atteignent de hautes positions dans l'armée, mais aussi au sein de l'Etat. »

Leur école parée de calcaire, toute en angles, est le joyau de la vaste et riche colonie d'Eli, qui compte plus de rabbins au mètre carré que toute autre en Cisjordanie. A l'aube, les étudiants émergent de préfabriqués rouillés pour la première prière. Leçons religieuses et instruction nationaliste s'enchaînent jusqu'à 22 heures. Sur leur temps libre, ils font des pompes sur les trottoirs. Bien que la plupart d'entre eux soient nés et aient grandi dans les colonies, ils sont curieux du monde laïque et de gauche. Et ils ouvrent de grands yeux lorsque l'on explique que leurs rabbins sont issus d'un courant infiniment minoritaire dans le monde juif.

En faveur de mesures radicales

Depuis trente-cinq ans, 59 autres académies de préparation au service militaire, religieuses ou laïques, ont été créées. Grâce à elles, « les jeunes religieux ne craignent plus d'entrer dans l'armée et d'y perdre leur foi », affirme fièrement M. Shtul. L'école entretient un réseau soudé d'anciens élèves. Parmi eux, figurent le général de brigade Avi Bluth, commandant de la division Judée-Samarie – les forces d'occupation en Cisjordanie –, les chefs des brigades Givati et Efraïm (nord), de même que trois conseillers du ministre chargé de l'administration des territoires occupés, Bezalel Smotrich, proche du rabbin Sadan.

Ces grands anciens ont jusqu'ici échoué à intégrer l'état-major, l'ultime échelon de la hiérarchie militaire. « C'est une question politique, devine M. Shtul. Cela ressem-



Ci-contre : Yair Glustein, éducateur à l'académie militaire d'Eli, en Cisjordanie, devant le mur de photos d'anciens élèves morts, le 18 avril. En bas, de gauche à droite : Yehoshua Haddouk, un élève de 19 ans sur le campus ; un tag devant l'entrée du dortoir ; le logo de l'académie d'Eli qui représente un soldat armé qui étudie la Torah, le 8 mai. JONAS OPPERSKARLSKI/

LAIF POUR « LE MONDE »

L'Etat verse 3,5 millions d'euros par an à l'académie, soit 40 % de son budget



L'académie d'Eli, tremplin des colons vers l'élite militaire israélienne

Implantée en Cisjordanie, l'institution contribue à accroître le poids des sionistes religieux au sein de l'armée

ble à un plafond de verre. » Cependant, le corps officier évolue : selon une étude interne de l'armée, citée par l'ancien chef du conseil Danny Zamir, qui rassemble les académies militaires, un quart des officiers étaient religieux en 2021, et jusqu'à un tiers dans les unités combattantes. L'armée ne confirme pas ces chiffres.

« Le rabbin Sadan et son académie ont joué un rôle pionnier, analyse le sociologue Yagil Levy. Ils sont la principale force derrière

« Le rabbin Sadan et son académie sont la principale force derrière la révolution religieuse que vit l'armée »

Yagil Levy
sociologue

la révolution religieuse que vit aujourd'hui l'armée. » Selon cet expert de l'institution militaire, engagé à gauche, « les religieux ont investi les commandos d'élite, mais ils sont encore plus présents dans les corps qui assurent par rotations le travail de police en Cisjordanie [la domination militaire des Palestiniens et la protection des colonies] : les brigades Golani et Givati, les parachutistes et les unités mécanisées. »

Tapi dans son bureau éclairé au néon, sans fenêtre, le rabbin Yigal Levinstein fréquente peu la presse. Ce vieux compagnon de route du rabbin Sadan déplore l'engagement disproportionné de sa communauté au sein de l'armée : « Nous ne représentons que 15 % de la société israélienne. J'aimerais que cela soit aussi notre proportion dans ces unités [en Cisjordanie]. Je voudrais voir toute la nation prendre part à la défense du pays, plaide-t-il. Mais les laïques y vont moins que par le passé. » De fait, les libéraux ne

pressent plus pour rejoindre les unités de combat, les cols bleus de l'armée d'occupation.

Aux législatives de novembre 2022, un quart des soldats aurait voté pour des extrémistes religieux : ils exigent que la troupe puisse faire feu en toute occasion, dans l'impunité. Le rabbin Levinstein a lui-même théorisé la nécessité pour l'armée de moins se soucier de la vie des civils palestiniens, au nom de l'efficacité du combat et de la sécurité des soldats. Cet idéologue austère, émacié, à la longue barbe jaunée, a encouragé ses élèves à rejoindre le bureau du procureur aux armées, afin qu'ils contribuent à assouplir les règles d'ouverture du tir.

« Les Palestiniens doivent se sentir menacés avant même qu'ils ne passent à l'acte, argumente-t-il aujourd'hui. Ils n'ont pas peur de mourir (...). Ils combattent pour leur pays, ils l'aiment et craignent de le perdre. Si nous construisons une nouvelle colonie après chaque attaque terroriste et que leurs familles

sont exilées à Gaza [par mesure de rétorsion], ils cesseront. » Des mesures si radicales « seraient morales, puisqu'elles mèneraient à préserver leurs vies. Ils seraient en sécurité. Les deux camps le seraient. »

Au printemps 2022, l'avocat Yair Nehorai a publié un livre (*La Troisième Révolution*, non traduit) qui compile les extraits les plus révoltants des discours du rabbin Levinstein, et de ceux d'autres professeurs issus de la même mouvance : des saillies belliqueuses et racistes, mais aussi misogynes, un argumentaire violemment hostile aux homosexuels et aux libéraux. L'académie a déposé une plainte pour diffamation contre M. Nehorai. Elle diffuse pourtant ces discours sur Internet, qui cumulent selon ses estimations 50 000 vues chaque mois. Joab Rosenberg, ancien colonel du renseignement militaire, n'en manque pas un. « Je peux les écouter pendant des heures », raconte-t-il, en souriant. Du temps où il était à l'armée, M. Rosenberg analysait les discours

d'autres clerics radicaux, ceux de la République islamique d'Iran.

Il a grandi dans un environnement orthodoxe, au sein d'une colonie fondée par son père, un cadre du Parti national religieux. « A moi aussi, on a appris qu'Amalek [ennemi juré des Hébreux selon le livre biblique de l'Exode], le mal absolu, doit être éradiqué. Certains de mes professeurs m'expliquaient que tuer des femmes et des enfants, c'est faire preuve de vertu. » Puis Joab a perdu la foi dans le projet colonial. Il a quitté l'uniforme en 2015, a fondé une start-up et organisé sa première manifestation en 2018, au beau milieu de la cour de l'académie d'Eli. « Ils ont volé les idéaux de mon père », explique-t-il, tout en reconnaissant le peu de succès de sa provocation. « Le seul gang que j'ai pu emmener là-bas, c'était mon frère, mon fils et ma nièce. La plupart de mes amis, laïques, ne comprenaient pas encore le danger que ces gens représentent pour Israël. »

Menace existentielle

Depuis décembre 2022, Joab considère l'arrivée au pouvoir de partis messianiques, proches des rabbins d'Eli, comme une menace existentielle pour l'Etat juif. Il craint leur projet de réforme de la Cour suprême, qui libérerait l'exécutif de tout contre-pouvoir : « Un changement de régime », selon lui. En mars, Joab a voyagé avec un groupe d'anciens hauts gradés à New York et à Bruxelles, pour inciter les alliés américains et européens d'Israël à faire pression sur leur gouvernement. « Un élu sur quatre au Parlement aujourd'hui veut un Etat halakhique, fondé sur la loi rabbinique, comme les rabbins d'Eli, dénombré M. Rosenberg. Ils se cachent sous un vernis modéré. Ils prétendent que cela n'arrivera pas tout de suite, mais c'est bel et bien leur idéologie. »

A Eli, le rabbin Levinstein étudie ce sujet miné. « La coercition religieuse est incompatible avec le judaïsme, martèle-t-il. Nous croyons que chaque juif finira par choisir de lui-même la vie la plus morale. » Il imagine que la loi et les institutions évolueront ainsi, mais c'est pour lui un horizon lointain. M. Levinstein est un homme déçu, amer face à l'évolution d'Israël, inquiet de l'influence croissante des LGBTQ, auxquels il oppose le « mode de vie naturel » et patriarcal, prôné dans son académie. Il l'assure sans ciller, « les droits humains peuvent détruire une nation ». ■

LOUIS IMBERT